

Dans quelques jours est mis
en vente :

Les bolcheviks contre Staline

comportant :

COURS NOUVEAU, écrit par **Léon Trotsky** en 1923.

C'est le premier document d'opposition à la bureaucratie, au stalinisme, définissant ce qui doit être le régime de centralisme démocratique, et mettant en avant pour la première fois la nécessité d'un plan économique pour l'URSS.

LA PLATE-FORME DE L'OPPOSITION DE GAUCHE, dirigée en 1927 par **Trotsky** et **Zinoviev**.

La plate-forme fut élaborée en vue du 15^e Congrès du PC de l'URSS. Ce document répond à tous les problèmes qui se posaient alors au gouvernement soviétique et à l'Internationale communiste.

LES « DANGERS PROFESSIONNELS » DU POUVOIR, écrit par **Ch. Rakovsky** en 1928, alors qu'il était déjà exilé.

Ce texte — aux dires de Trotsky, le meilleur qui ait été écrit sur la question de la bureaucratie — traite des causes profondes de la bureaucratisation qui menace tout parti révolutionnaire qui conquiert le pouvoir.

Ce volume sera mis en vente au prix de 400 francs. Commandes à Pierre Frank, CCP 12648-46 Paris.

CE N'EST PAS EXACTEMENT ÇA

Au cours de la manifestation antifasciste faisant suite à l'agression de « l'Humanité » et des sièges du Comité Central, les travailleurs massés à la Place de la République réclamaient la démission de Guy Mollet. Les responsables tâchaient de les calmer pour qu'ils ne lancent pas des mots d'ordre qui n'étaient pas dans la ligne.

Cette semaine, chez Renault au Mans et à Mézières-Charleville (Ardennes) entre autres les ouvriers ont réclamé (CGT et FO) un gouvernement qui s'appuie en premier lieu sur la classe ouvrière et les forces démocratiques. Cette formule est assez vague mais on est loin quand même du gouvernement s'appuyant sur toute la gauche pour respecter les engagements électoraux du 2 janvier.

IL N'Y A QUE LA FOI QUI SAUVE

On peut lire dans la déclaration commune du Parti Communiste Français et du Parti Socialiste Unifié de l'Allemagne Occidentale. « Les deux partis se félicitent du puissant mouvement de protestation suscité en France par la nomination de Speidel... »

Où se trouve-t-il ce puissant mouvement, comment s'est-il manifesté? Ce n'est pas exactement ce que révèle le rapport de Servin au Comité Central d'Arcueil.

Pourquoi les travailleurs n'ont-ils pas manifesté? Parce que le PCF a fait appel au chauvinisme et non pas au sentiment de classe, grâce auquel seul peut se dégager une avant-garde nécessaire pour entraîner les masses. Être un pas en avant seulement, a dit Servin à Arcueil. Ce n'est pas un pas en avant mais la plupart du temps trois pas en arrière que se trouve le PCF.

Pourquoi la classe ouvrière ne se mobilise pas pour imposer un gouvernement à son service

Le Bureau Politique du PCF a fait publier par « l'Humanité », en date du 22 mai 1957 une déclaration dans laquelle on peut lire : « En ces jours de crise ministérielle, le Bureau Politique du PCF appelle tous les militants et toutes les organisations du Parti à une intense activité politique de masse en vue de contribuer à une solution heureuse pour la classe ouvrière et le peuple de France. »

D'activité politique de masse il n'y en a point eu. Quelques manifestations par-ci par-là seulement. « L'Humanité » n'a consacré qu'une place très restreinte à en donner la relation. Et pour cause!

Il est intéressant, à cet égard, de consulter la collection de « l'Humanité ». Au cours des crises ministérielles précédentes, le quotidien du PCF pouvait faire, quand même, état d'un nombre assez élevé de prises de position en faveur d'un autre gouvernement. A cela il faut ajouter que la masse des militants ne s'est pas même dérangée pour la manifestation du Mur qui fut plus étriquée que jamais.

Tous ces faits sont-ils des indices d'une apathie profonde de la classe ouvrière, de sa résignation? Que non pas! Les manifestations de rappelés! Les grèves d'automne 1955 ne sont pas si loin, le mouvement revendicatif existe, il s'est même développé depuis le début de l'année. L'indifférence de la classe ouvrière n'est qu'indifférence vis-à-vis de la politique du PCF.

Le PCF a soutenu ouvertement Guy Mollet et son gouvernement pendant six mois. Pendant dix il n'a rien fait dans le pays pour le renverser.

Loin de poser le problème de la lutte pour un autre gouvernement, la position du PCF a contribué à le laisser en place.

Après avoir investi Guy Mollet sur des promesses vagues et confuses, la direction appelle à partir de la fin janvier 56 à former dans les quartiers et les entreprises des Comités de Front Populaire. Cette initiative fut bien accueillie par les travailleurs parce que, pour eux, le Front populaire, c'est la mobilisation des masses, l'occupation des usines alors que pour Thorez-Duclos c'est, avant tout, une combinaison de Comités de Front Populaire. Mais rapidement le mot d'ordre disparut de « l'Humanité ».

Le 5 mars, le groupe parlementaire PCF vote les pouvoirs spéciaux qui porta un coup à la Révolution algérienne, aux mouvements des rappelés et au Front Unique, quoiqu'en dise Thorez, parce qu'il isolait l'opposition socialiste naissante vis-à-vis de la direction Mollet-Commin.

Le 5 juin, abstention du groupe parlementaire. Progressivement le mouvement anticolonialiste périclita. Les manifestations contre la guerre d'Algérie cessent. Tout redevient calme, et Mollet soutenu par presque toute la droite, bien content qu'il poursuive sa politique, continue sa néfaste besogne. Pendant la première quinzaine d'octobre 56, Marcel Caille du CC et du Bureau Confédéral protestait de l'intention de la CGT de mettre le gouvernement en difficulté (« l'Humanité »).

La direction du PCF, en réalité, n'a jamais dit explicitement qu'il fallait changer de gouvernement. Pas plus au XIV^e Congrès que dans le Programme de Salut National (2^e quinzaine de novembre), qu'au Comité Central d'Arcueil.

Pardon, si. Une fois, à l'Assemblée Nationale, Waldeck Rochet a dit qu'il fallait changer de politique et « pas dire (ce sont ses paroles) » de gouvernement. C'est ainsi et c'est tout.

Il fallut la crise pour qu'il soit question, dans une déclaration du Bureau Politique d'un autre gouvernement.

Et l'on s'étonnerait que la classe ouvrière ne se mobilise pas!

Pour que la classe ouvrière se mobilise, pour préparer des conditions favorables à une offensive ouvrière, il faudrait que le PCF adopte une autre politique. Il faudrait qu'il pose clairement la question du gouvernement et qu'il propose aux travailleurs et

autres organisations ouvrières un programme d'action concret, tenant compte de la situation, des revendications politiques et économiques.

On parle bien de « voies françaises du socialisme », mais, à ce sujet la direction du PCF ne fait pas autre chose que de la propagande abstraite. Elle ne sait ou ne veut pas plutôt, répondre à ce problème qui préoccupe les meilleurs militants du prolétariat. Comment relier les revendications quotidiennes à la lutte pour le socialisme? Quel programme d'action proposer qui rendrait possible une offensive ouvrière et concrétise la marche du socialisme? C'est la question du « programme transitoire » que posent « les voies françaises du socialisme ». Le programme transitoire proposé par la IV^e Internationale et que les militants des différentes sections doivent populariser et adapter aux conditions particulières de chaque pays est la réponse à toutes ces questions.

Le programme transitoire est un ensemble de revendications où les plus quotidiennes sont étroitement imbriquées avec la lutte pour un gouvernement ouvrier et paysan.

Pour l'offensive ouvrière, il faut des revendications quotidiennes qui correspondent à la situation des travailleurs français. Les militants PCF devraient proposer dans les Fédérations de la CGT des augmentations uniformisées aux alentours de 7 à 8.000 francs par mois. Ils devraient appeler à la formation de Comités de base dont ni « l'Humanité », ni la « Vie Ouvrière » ne font mention.

Les organisations du PCF devraient faire de la formation de Comités contre la poursuite de la guerre d'Algérie une de leurs tâches principales, en appelant les Comités locaux à se fédérer en Comités cantonaux et départementaux puis en un Comité National représentatif.

C'est à ces conditions que la lutte redémarrera. Mais ces conditions elles-mêmes sont insuffisantes. Il faut donner des perspectives et expliquer que les luttes revendicatives sont partie intégrante de la lutte pour le socialisme.

Comment rendre concrète la perspective? En faisant des propositions d'Unité d'Action, non pas pour le programme socialiste, mais pour un gouvernement de transition prenant les premières mesures anticapitalistes. Ce gouvernement, les trotskystes l'appellent gouvernement ouvrier et paysan. Cela signifie qu'il doit représenter les intérêts des ouvriers et des classes moyennes entraînées par l'action ouvrière. Cela veut dire qu'en France c'est un gouvernement des grandes organisations ouvrières, par conséquent du PCF et du PS. C'est donc au PS que le PCF doit proposer un programme d'action. C'est la seule manière de contraindre ou de submerger les chefs SFIO.

Au lieu de cela, comme le prouve la lecture des travaux du XIV^e Congrès et du Comité Central d'Arcueil, la politique du PCF est strictement défensive. Il ne s'agit que de quelques revendications de salaires adressées à la bourgeoisie qui est priée de mettre fin à la guerre d'Algérie et de conclure un accord quelconque avec le gouvernement de l'URSS. Cette ligne s'exprime dans la formule « une politique conforme aux engagements électoraux du 2 janvier 1956 ». Comme si on n'avait pas vu ce que ces engagements étaient devenus, comme si un Parti comme le PCF devait se contenter de formuler des vœux à l'endroit du bon vouloir d'autres organisations.

Cette ligne a maintenant plus de vingt ans. C'est une recherche d'alliance parlementaire avec la bourgeoisie que l'on baptise pas en avant et dont l'expérience a prouvé qu'il était suivi de véritable recul comme en 37, en 47, au moment du gouvernement P. Mendès-France et du gouvernement Mollet.

Ce n'est que si le PCF rompt avec cette politique qu'il pourrait jouer le rôle qui devrait être le sien et que la bourgeoisie ne pourrait plus se livrer à de savants dosages parlementaires au milieu de l'indifférence générale.

R. MERLIN.